

Lutte de classe

Complément à la lettre de démission du camarade du PT

Face à la contestation manifestée par les militants du CCI-PT de la cellule Caillandre, la direction du PT n'avait rien trouvé de mieux à faire que de dissoudre cette cellule et de dispenser ses militants dans les autres cellules du département du Jura. Comme témoignage de démocratie on ne peut trouver pire exemple.

L'UB (unité de base ou cellule) Caillandre (du nom de son responsable) avait en effet écrit un texte contre la décision de soutenir la candidature du patron-maçon et ces militants sont intervenus dans le congrès du PT 39. Le texte dont voici deux extraits est resté lettre morte :

« Certes, contrairement aux autres candidats, Gérard Schivardi dénonce l'Europe de Maastricht et se prononce clairement pour la défense des services publics, de la laïcité et des petites communes. Mais cela ne saurait suffire : notre parti est tout à fait capable de défendre lui-même ces revendications, mais lui seul peut mettre en avant les autres revendications, celles de la classe ouvrière, et leur donner leur vraie signification. La vraie signification des revendications ouvrières, c'est que leur satisfaction exige de rompre avec l'Union européenne, mais aussi avec la Ve République, la propriété privée des moyens de production et le capitalisme. Or cela, Gérard Schivardi ne le dit pas : pourquoi le PT devrait-il renoncer à présenter aux 40 millions d'électeurs ce qui constitue l'axe central de sa plate-forme d'action politique, sa raison d'être en tant que parti ouvrier indépendant ? Pourquoi notre parti devrait-il renoncer à utiliser cette campagne électorale pour faire connaître massivement sa propre orientation, sa propre identité ? »

« C'est donc bien la nature même du système capitaliste qui est en cause, son organisation en termes de classes antagonistes avec des intérêts totalement opposés et contradictoires. Ce que Marx appelle les rapports de production. En privilégiant l'abolition de Maastricht sans y joindre la lutte anticapitaliste, on laisse entendre qu'il puisse y avoir une solution dans le système une fois le verrou Maastricht sauté. De plus les camarades craignent qu'en mettant comme préalable l'abolition de Maastricht, on exonère trop facilement le gouvernement français comme représentant du patronat français. Cela pose le problème de la lutte contre la bourgeoisie nationale. On ne peut pas vouloir garder le cadre de la Nation comme cadre d'organisation et de reconnaissance de la classe et ne pas combattre la bourgeoisie nationale contre laquelle le prolétariat français s'est organisé et a conquis un certain nombre d'acquis que d'ailleurs cette bourgeoisie nationale lui dispute aujourd'hui. »

Si je peux me permettre un commentaire, le contenu de ce texte est conforme à ma propre critique de la ligne opportuniste du PT. Je ne reviendrai pas sur les arguments que j'ai déjà développés dans d'autres textes et qui recourent ceux de ces camarades du PT.

J'ajouterais que la lutte anticapitaliste est inséparable du combat pour en finir avec la constitution et les institutions de la Ve République qui fournissent le cadre politique dans lequel l'exploitation capitaliste peut et doit se poursuivre. Car il faut bien poser la question à un moment donné de la forme politique qu'emprunte l'exploitation capitaliste pour engager le combat sur le terrain politique et pouvoir poser la question du pouvoir. En s'y refusant systématiquement et en posant la question de la rupture avec l'UE, le PT demeure sur le terrain du trade-unioniste que dénonçait Lénine avant et après 1914.

Le gouvernement est exempté de toute responsabilité ou presque par le PT, il est tout au plus coupable d'accepter de se plier au principe de subsidiarité, ce qui fait du gouvernement, que le PT le veuille ou non, un complice direct agissant pour le compte des multinationales et du capital financier. C'est monsieur Sarkozy en tant que chef de l'État qui veille au respect de la Constitution et à l'application des traités signés avec l'UE et personne d'autre, pas même monsieur Barroso n'en déplaît aux dirigeants du PT.

Le cadre de la nation est apparu pour aider la bourgeoisie à se structurer et asseoir sa domination de classe sur le prolétariat, il ne peut donc pas constituer le terrain sur lequel pourrait se dérouler notre combat, car à l'époque de l'impérialisme, *réaction sur toute la ligne*, cette notion est dépassée y

compris sur le plan de la révolution socialiste, on ne peut envisager la révolution que sur le plan de révolution permanente à l'échelle de l'humanité, si on ne veut pas être en retard sur l'expansion du capitalisme à l'échelle internationale.

Pourquoi ne pourrait-on pas défendre nos droits, non pas dans le cadre du capitalisme, mais dans la perspective du socialisme ? Nous nous appuyons sur une analyse et une synthèse qui ont une valeur scientifique, nous sommes des militants sérieux.

Je m'aperçois que le PT est obligé de recourir à des procédés et des méthodes détestables pour justifier désormais son existence, celle de son appareil surtout. Fausses informations (sur Sarkozy), révisions de l'histoire (Marx-Bakounine, la révolution espagnole), manipulations des faits et des données chiffrées (exonérations de cotisations sociales en grande partie compensées par l'État), cacher des faits aux militants (le rôle du PT dans la Libre Pensée, la franc-maçonnerie), escamoter une discussion, contraindre les militants à la démission ou à se soumettre après une séance d'autocritique humiliante, etc., bref faire feu de tout bois, quitte à utiliser le double langage si nécessaire (déclaration de Schivardi et Gluckstein).

La malhonnêteté intellectuelle ne trompe pas : pour y recourir il faut être à court d'arguments, en espérant que le lecteur sera assez naïf pour se faire avoir et ne rien soupçonner

Ce camarade s'est posé des questions et il a bien fait, c'est à mon avis la bonne méthode. Quand on est complètement sclérosé ou conditionné, on ne se pose plus de questions, la vie doit devenir monotone et infernale, car on a aucune chance de trouver un moyen de s'en sortir si l'on ne se pose pas des questions, ce qui revient à s'interdire de trouver une issue politique positive pour l'humanité.

Tous les militants qui partagent les positions de ce camarade ou les miennes devraient se retrouver dans une ligue marxiste-léniniste regroupant plusieurs groupes avec leurs particularités, afin de former une fraction révolutionnaire dans la LCR, si le fonctionnement de cette organisation le permet.

Un groupe ou des militants isolés ne peuvent pas constituer la base du parti comme structure ou absence de structure, avec mon site je me sens isolé, je vois les limites de mon action et je me dis qu'avec un début de structure commune on avancerait enfin. Trotsky allait jusqu'à envisager le socialisme au bout d'un siècle ou davantage, cela nous donne une idée de l'endroit où nous nous trouvons.

Si chaque militant se disait il faut se battre, il faut passer à l'action et cesser de maudire dans son coin le vieux monde pourri, on aurait fait un premier pas dans la bonne direction.

Je propose ce que Trotsky avait proposé à la Ligue communiste en 1934, à l'époque entrer dans la SFIO, aujourd'hui dans la LCR pour rompre avec notre isolement et passer à la phase active de la construction du parti.

Ceux qui se gausseraient en pensant que la LCR serait plus infréquentable que la SFIO de 1934, voudraient-ils dire par là que Trotsky avait commis une grave erreur en préconisant l'entrisme ? S'ils veulent dire par là que les dirigeants trotskistes en conserveront des séquelles indélébiles au point de devenir eux-mêmes de vulgaires réformistes, on ne peut que s'incliner devant ce constat. Par contre, qu'ils se rassurent, il n'est pas dans notre intention d'adopter les positions de la LCR que nous considérons contraires au marxisme et au programme de la révolution socialiste, par exemple, la présence de Sinistra Critica dans la coalition mise en place par Prodi en Italie, ou la participation de son organisation brésilienne au gouvernement Lula, etc. que nous condamnons et que nous continuerons de combattre.

Les camarades de cette cellule du PT posent des questions qui nous concernent tous, et quelle que soit notre approche ou notre expérience, ces questions posent la question de la mobilisation des masses comme préalable à la construction du parti. C'est la raison pour laquelle, à défaut d'un mouvement de masse du prolétariat, on doit aborder les couches du prolétariat en rupture ou en voie de rupture avec le capitalisme pour les organiser.

Certes, la LCR n'est pas un parti de masse, mais elle attire des centaines de milliers de jeunes et elle a recueilli plus d'1,4 millions de voix aux dernières élections, ce qui prouve que son audience recoupe

plusieurs couches du prolétariat, notamment les plus touchées par les contre-réformes des dernières décennies. On constate aussi que ces couches du prolétariat et sa jeunesse qui veulent en découvrir ne sont actuellement organisées ni à la LCR ou ailleurs. La constitution d'une fraction marxiste-léniniste aurait pour tâche principale de recruter l'avant-garde révolutionnaire de la jeunesse qui a pris conscience que le capitalisme ne lui réservait aucun avenir.

La constitution de cette ligue et de cette fraction devrait constituer également un cadre d'organisation pour tous les militants du courant communiste internationaliste du PT qui sont en rupture avec la politique opportuniste de leur direction et qui veulent continuer de se placer sur le terrain du programme de la révolution socialiste que Lambert-Gluckstein ont abandonné ou renié depuis des lustres pour ne pas dire davantage.

Pour les militants qui voudraient réfléchir sérieusement à cette proposition, je fournis des liens vers quelques textes de Trotsky que j'avais en réserve dans mon disque dur qui ont un rapport direct avec l'entrisme.

- [La situation présente dans le mouvement ouvrier et les tâches des bolchéviks-léninistes 1934](#)
- [Pourquoi nous adhérons à la SFIO - 1934](#)
- [Programme d'action français de 1934](#)